

Crise financière et crise alimentaire : des interconnexions inquiétantes

Après avoir longtemps cru que les pays en développement et émergents, moins exposés aux actifs financiers toxiques, seraient relativement épargnés, les experts tirent la sonnette d'alarme sur les effets induits de la crise dans ces pays et leurs contrecoups ravageurs. Différents modes de contagion sont mis au jour, impliquant notamment le secteur agricole et faisant craindre une nouvelle crise alimentaire. Ces mécanismes de contagion montrent les interdépendances fortes entre pays et la nécessité de ne pas négliger les difficultés et besoins des pays du Sud dans les stratégies de sortie de crise.

Différents mécanismes de contagion de la crise financière aux pays « du sud » sont maintenant reconnus. L'Oversea Development Institute estime que les ressources financières brutes des pays en développement pourraient baisser de 25 %, même en considérant une aide au développement constante : chute de 33 % des investissements directs, diminution de 20 % des transferts des migrants, diminution des prêts bancaires internationaux de 33 % à 40 %. Ces effets concernent également les pays émergents, avec des intensités différentes selon leurs situations. À ces impacts directs doivent être ajoutés d'autres effets induits : contraction du commerce mondial (de - 6 % selon la Banque mondiale à - 13,2 % selon l'OCDE), montée du protectionnisme, effets induits par la baisse de croissance prévue¹, faillites d'entreprises, dépréciation des monnaies locales, diminution des cours des matières premières dont beaucoup de pays dépendent directement en termes de revenus et de devises².

Ces impacts touchent l'agriculture, secteur économique majeur dans la plupart des pays en développement et émergents, tant en termes de croissance que d'emploi et de répartition des revenus. Le resserrement de l'offre de crédit devrait jouer directement sur les capacités à financer l'importation de produits alimentaires, l'achat d'intrants et l'investissement dans la production agricole. En outre, la baisse du prix des matières premières agricoles affecte fortement les producteurs et l'économie générale de ces pays. Cette chute de prix remet également en question les modifications de taxes aux frontières effectuées en 2008 dans un contexte de hausse des prix et de crise alimentaire. Ces changements sont causes de tensions entre l'État (ressource budgétaire), les consommateurs (prix des denrées) et les producteurs (débouchés). Ainsi l'Argentine entame un bras de fer douloureux avec les producteurs de soja, pour conserver sa taxe à l'exportation, alors que les prix ont diminué. Au Ghana, le gouvernement n'a pas remis en œuvre la taxe sur l'importation de riz, fragilisant ainsi ses producteurs et hypothéquant à moyen terme la relance de son agriculture.

1. Les dernières estimations parues au 17 avril 2009 envisagent un recul mondial du PIB de 1,7 % en 2009, touchant les pays de l'OCDE mais également les pays latino-américains et d'Europe centrale et orientale : recul de 0,7 % en moyenne en Amérique latine dont 2,5 % au Mexique et 1,5 % en Argentine. Les baisses de taux de croissance sont encore plus impressionnantes : 5,6 % au Brésil, 8,2 % en Argentine. En Afrique, un recul de la croissance de 6 % à 3,5 % est attendu. Les dernières prévisions du FMI sont encore plus pessimistes, soulignant que les économies émergentes ont déjà perdu plus de 7 % de PIB au 4^e trimestre 2008 et que l'Inde devrait voir son taux de croissance divisé par 2.

2. Le FMI fait notamment la distinction entre pays importateurs et exportateurs de pétrole. En Afrique, ces derniers risquent une diminution de 7 % de leur solde budgétaire contre 3 % pour les importateurs.

Il faut souligner également l'impact sur les campagnes de la dégradation de la situation économique des populations urbaines issues de l'exode rural. Près de 20 millions de Chinois ayant perdu leur emploi sont ainsi en train de retourner vers les campagnes et on peut présager que d'autres pays du Sud connaîtront le même type de phénomènes. Or, beaucoup de ménages ruraux dépendent des transferts financiers de membres de leur famille partis travailler en ville et perdent donc un filet de sécurité important. De plus, ces retours vers les campagnes accentuent la pression sur la terre et peuvent aboutir à des conflits fonciers.

À ces difficultés actuelles pourraient s'ajouter des facteurs de déstabilisation supplémentaire : soudure³ à venir (période tendue d'un point de vue alimentaire), risques climatiques et sanitaires (rouille noire, grippe aviaire, grippe porcine, etc.), incertitude sur l'évolution des prix agricoles (s'il y a un certain consensus sur le retour à des prix agricoles élevés à moyen terme, la possibilité d'une spirale déflationniste issue de la crise économique entraînant des prix insuffisamment rémunérateurs ne peut être exclue).

Pour faire face à ces menaces, les pays les plus pauvres ont peu de réserve monétaire et leur situation budgétaire s'aggrave. Les 1 100 milliards de \$ de fonds supplémentaires pour le FMI et la Banque mondiale votés par le G20 se traduiront majoritairement par des prêts, peu accessibles aux pays les moins avancés, plutôt engagés dans des processus d'apurement de dettes passées que de contraction de nouvelles. Seuls 50 milliards de \$ concerneront directement les pays les plus pauvres. Le sommet du G8 du 20 avril sur l'agriculture a mis à l'honneur le rôle de l'agriculture, élaborant une déclaration qui insiste sur la nécessité de « faire plus pour augmenter la production agricole, en particulier dans les PED », et de placer l'agriculture et le développement rural au centre des stratégies de croissance économique tout « en renforçant le rôle des agricultures familiales, leur accès à la terre, en encourageant la participation des femmes, l'égalité d'accès pour les femmes et les jeunes ». S'il n'a pas dégagé de consensus sur des réformes concrètes ou des engagements fermes, il propose des pistes à approfondir (notamment sur la spéculation, les stocks) et contribue à entériner l'idée de gouvernance et expertise élargies sur ces questions de sécurité alimentaire.

La crise économique mondiale a donc un fort impact sur les pays du Sud en général, et sur leur agriculture en particulier, avec la menace réelle d'une nouvelle crise alimentaire. Les effets d'une telle crise seraient démultipliés dans le contexte de récession actuel, ce qui amène certains commentateurs à rappeler le caractère géostratégique de l'agriculture, insuffisamment pris en compte, et le potentiel déstabilisateur de telles crises sur les États (émeutes, terrorisme, narcotrafic). Les pays jugés les plus vulnérables par le FMI sont souvent déjà fragiles (Libéria, Angola, République Démocratique du Congo, Soudan, Centrafrique, etc.) et les risques d'instabilité politique et sociale voire de conflits sont réels.

Enfin, il faut souligner les effets probables sur les pays du Nord des crises économiques ou alimentaires des pays du Sud. Les différents scénarios de sortie de crise du rapport récent de Chatham House montrent la forte interdépendance des économies dans la résolution de la crise. Son scénario d'une sortie de crise rapide suppose un climat de confiance amélioré grâce à des politiques efficaces et coordonnées avec un rôle prépondérant du tandem Chine-États-Unis. Son scénario pessimiste envisage au contraire des répliques de crise qui se multiplient, s'auto-entretiennent et finissent par contaminer gravement l'ensemble des pays, la volatilité des marchés agricoles et énergétiques entraînant confusion et enchaînement de crises et embellies trompeuses.

Marie-Aude Even

Chargée de mission Agricultures du monde

Bureau de la prospective, de la stratégie et de l'intelligence économique

Sous-direction de la Prospective et de l'Évaluation

Sources :

- Sites web FMI, Banque mondiale, FAO.
- Chatham House, *Global economy 2009, forecasts still falling*, février 2009.
- Oversea Development Institute, *Rapport de la force transatlantique sur le développement*, 2009.

3. Période de transition entre la fin des revenus issus de la vente des récoltes de l'année précédente et l'arrivée des revenus des récoltes de l'année en cours.